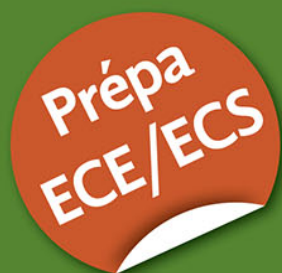


PTIMUM

Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain en 1 000 QCM



- Définitions
- Théories, mécanismes
- Faits historiques, statistiques

Philippe Dalpra



Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain en 1 000 QCM

Philippe DALPRA

*Professeur de Chaire supérieure en Sciences économiques et sociales,
enseigne l'ESH en CPGE-ECE*



Du même auteur :

Dix questions clés en économie, éditions Ellipses, 2006

L'État, éditions Ellipses, 2008

En collaboration :

L'argent, éditions Ellipses, 2011

Économie, Sociologie, Histoire du monde contemporain, éditions Dunod, 2016

à Nathalie, Marie-Sophie et Louis

ISBN 9782340-051119

©Ellipses Édition Marketing S.A., 2017

32, rue Bague 75740 Paris cedex 15



Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5.2° et 3°a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective », et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit constituerait une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

Avant-propos

Cet ouvrage vous propose de répondre à 1 000 questions relatives au programme officiel d'Économie, Sociologie et Histoire du monde contemporain (ESH).

Ces 12 chapitres couvrent la totalité du programme de 1^{re} et 2^e années.

Pour réussir l'épreuve de dissertation en ESH, il est nécessaire de connaître à fois les notions essentielles, les analyses et les faits.

Toutes les questions sont classées en trois types :

- Définitions : ■
- Théories, mécanismes : ★
- Faits historiques, statistiques : ⊙

Ainsi, vous pourrez connaître, à la fin de chaque chapitre, votre niveau général de connaissances mais aussi les domaines dans lesquels il faudra encore progresser (définitions, théories, faits).

Les corrigés présentés à la fin de chaque chapitre constituent ainsi une fiche de révision.

MODULE 1.
**Les fondements de l'économie
et de la sociologie**

210 QCM

CHAPITRE 1.

Les fondements de l'économie

90 QCM

- ⇒ **Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie**
- ⇒ **Le financement de l'économie**
- ⇒ **Les grands courants de l'analyse économique depuis le XVI^e siècle**

+++

Cochez les bonnes réponses et reportez votre choix à la fin du chapitre pour votre évaluation.

1. Un Ménage est, au sens de la comptabilité nationale, un ensemble de personnes :

- ☐ a) ayant un lien de parenté. La fonction principale d'un ménage est de produire.
- ☐ b) qui vivent sous un même toit. La fonction principale d'un ménage est de consommer.

2. Les Entreprises se définissent comme des organisations :

- ☐ a) produisant des biens et services marchands. Leur fonction principale est la création d'emplois salariés.
- ☐ b) qui combinent les facteurs travail et capital et dont la fonction principale est la production de biens et services marchands.

3. Les principaux types de statut juridique des entreprises sont :

- ☐ a) les Entreprises personnelles, les EURO ; les GIEC ; les SARL ; les COMETT ; les SA.
- ☐ b) les Entreprises individuelles ; les EURL ; les SARL ; les Stés en Nom collectif ; les SAS ; les SA.

4. On distingue les entreprises selon les effectifs et le chiffre d'affaires :

- ☐ a) les Micro-entreprises (effectifs < 10 salariés, CA < 2 millions d'€), les PME (10 < effectifs < 250, CA < 50 Millions d'€), les Entreprises de Taille Intermédiaires, ETI (250 < effectifs < 5000, C.A < 1,5 Mds d'€) et les Grandes Entreprises (effectifs > 5 000, CA > 1,5 Mds d'€).

- ☐ b) les Petites entreprises (effectifs < 19, CA < 1 million d'€), Les Entreprises Moyennes (20 < effectifs < 500 ; CA < 50 millions d'€) et les Grandes Entreprises (effectifs > 500 ; CA > 50 millions d'€).

5. La répartition des entreprises est la suivante :

- ☐ a) Les Micro et PME représentent plus de 95 % du nombre total des entreprises.
- ☐ b) Les Micro et PME représentent environ 2/3 du nombre total des entreprises.

6. Les banques commerciales :

- ☐ a) collectent des dépôts et accordent des crédits. Elles ont ainsi le pouvoir de créer de la monnaie scripturale.
- ☐ b) collectent des dépôts à court terme qui sont placés dans des OPCVM notamment des SICAV.

7. Les Organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) sont :

- ☐ a) des organismes publics qui collectent l'épargne des entreprises non financières.
- ☐ b) des institutions financières qui placent l'épargne publique en actions, obligations.

8. Le taux d'épargne des ménages défini par l'INSEE comme le rapport entre l'épargne et le Revenu disponible Brut est environ égal à :

- ☐ a) 10 %.
- ☐ b) 15 %.
- ☐ c) 20 %.

9. Dans *Théorie des finances publiques* (1959), Richard MUSGRAVE a défini les trois grandes fonctions de l'État :

- ☐ a) La défense, la justice, l'éducation.
- ☐ b) L'allocation des ressources, la redistribution, la stabilisation de la conjoncture.

10. Le secteur des administrations publiques (APU) comprend :

- ☐ a) les administrations publiques centrales, locales et de sécurité sociale.
- ☐ b) les administrations centrales, les représentations de l'État à l'étranger et associations locales.

11. La valeur ajoutée se définit comme la valeur de la production diminuée :

- ☐ a) de la masse salariale.
- ☐ b) des consommations intermédiaires.

12. Les consommations intermédiaires se définissent comme la valeur des biens et services :

- ☐ a) transformés ou détruits dans le processus de production.
- ☐ b) destinés à satisfaire directement un besoin.

13. La valeur ajoutée se partage entre :

- ☐ a) **les salaires (58 %)**, les impôts sur la production (5 %), **l'EBE (33 %)**, les revenus mixtes (6 %), subventions (- 2).
- ☐ b) **les salaires (33 %)**, les impôts sur la production (5 %), **l'EBE (58 %)**, les revenus mixtes (6 %), les subventions (- 2 %).

14. Le PIB correspond à la somme :

- ☐ a) des valeurs ajoutées brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché.
- ☐ b) de la valeur des productions des agents économiques nationaux au cours de la période diminuée du coût d'usure du capital au cours de la période.

15. Le PIB est un indicateur imparfait de la richesse créée d'un pays car :

- ☐ a) on ne déduit pas les effets des externalités négatives, les activités informelles.
- ☐ b) on ajoute les effets des externalités positives, les subventions sur la production et on déduit les impôts sur la production.

16. La Consommation effective des ménages :

- ☐ a) inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part.
- ☐ b) correspond aux biens et services marchands acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins.

17. Les services non marchands :

- ☐ a) sont proposés par les administrations publiques sous condition de revenus. Il s'agit par exemple de la CMU (santé).

- ☐ b) sont fournis gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Il s'agit par exemple de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration.

18. L'économiste et statisticien allemand Ernst Engel (1821-1896) a montré qu'une augmentation des revenus impliquait :

- ☐ a) une baisse de la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages et une diversification des consommations.
- ☐ b) une diminution des dépenses alimentaires au profit des dépenses de santé, d'éducation, de loisirs.

19. L'épargne (S) des ménages est égale à :

- ☐ a) leurs salaires diminués des dépenses de consommation.
- ☐ b) leur revenu disponible diminué des dépenses de consommation.

20. L'investissement (I) se définit comme :

- ☐ a) une acquisition d'actifs fixes corporels ou incorporels utilisés dans le processus de production de façon répétée ou continue pendant au moins un an.
- ☐ b) une augmentation du capital de l'entreprise pour augmenter la productivité apparente des facteurs.

21. Les importations (M) constituent :

- ☐ a) un enrichissement car les disponibilités en biens et services augmentent.
- ☐ b) une fuite de revenus du circuit économique mais une augmentation des disponibilités en biens et services.

22. Les exportations (X) correspondent à :

- ☐ a) une injection de revenus dans le circuit économique mais un appauvrissement en biens et services.
- ☐ b) un appauvrissement car les disponibilités en biens et services diminuent.

23. La répartition primaire des revenus désigne :

- ☐ a) le partage de la valeur ajoutée avant le paiement des cotisations sociales et des impôts par les salariés.
- ☐ b) le partage des revenus en fonction de la participation des ménages au processus de production.

24. La répartition secondaire des revenus :

- ☐ a) consiste à prélever des taxes sur les revenus issus de la répartition primaire afin de financer des revenus qui ne sont pas liés à l'activité mais à des besoins.
- ☐ b) a pour objectif de réduire les inégalités de salaires en fonction de la productivité marginale du travail.

25. La part des revenus de transferts dans le revenu disponible des ménages est environ égale à :

- ☐ a) 10 %.
- ☐ b) 33 %.
- ☐ c) 45 %.

26. L'équilibre Emplois-Ressources se définit ainsi :

- ☐ a) $\text{PIB (Y)} + \text{Importations (M)} = \text{Consommation (C)} + \text{Investissement (I)} + \text{Exportations (X)} + \Delta \text{ de stocks.}$
- ☐ b) $\text{PIB (Y)} + \text{Exportations (X)} = \text{consommation (C)} + \text{Investissement (I)} + \text{Importations (M)} - \Delta \text{ de stocks.}$

27. Les comptes de la Nation présentés par l'INSEE montrent qu'en 2015 que : X = 654 Mds d'€ ; M = 685 Mds d'€ ; C = 1 723 Mds d'€ ; I = 469 Mds d'€ ; Δ de stocks = 18,6 Mds d'€.

On peut alors en déduire que le PIB était, en 2015, égal à :

- ☐ a) 2 397 Mds d'€.
- ☐ b) 2 181 Mds d'€.
- ☐ c) 2 211 Mds d'€.

28. Le solde commercial montre la différence entre les exportations et importations de marchandises. Un déficit commercial traduit :

- ☐ a) une mauvaise compétitivité prix ou/et hors prix des produits nationaux. Cela peut être aussi le résultat d'une croissance nationale plus forte que celles des partenaires économiques.
- ☐ b) une croissance nationale plus faible que celle de ses partenaires économiques.

29. Le solde de la balance des services (tourisme, finance, transports...) montre :

- ☐ a) la spécialisation de l'économie et le degré de compétitivité.
- ☐ b) l'importance des transferts de revenus.

30. Le Solde des Transactions courantes est égal à la capacité (ou besoin) de financement de la Nation car :

- ☐ a) $Y + M = C + I + X \Rightarrow (Y - C) - I = (X - M) \Rightarrow (S - I) = (X - M)$.
- ☐ b) $Y + X = C + I + M \Rightarrow (Y - C) + (M - X) = I$.

31. Depuis Aristote, on considère que la monnaie a trois fonctions économiques principales :

- ☐ a) elle est un équivalent général, elle sert l'enrichissement des agents et oriente la production.
- ☐ b) elle est un instrument d'échanges, c'est une unité de compte et sert de réserve de valeur.

32. Dans *La violence de la monnaie*, 1982, Michel AGLIETTA et André ORLEAN ont montré que la monnaie est un moyen :

- ☐ a) de pacifier les rapports marchands, de sortir de la violence réciproque c'est-à-dire du fait que le désir de l'individu pour un bien est « le reflet du désir d'un autre pour le même bien ».
- ☐ b) pour exploiter les autres. Elle est certes « un bon serviteur mais toujours un mauvais maître ».

33. Selon Karl MARX (1818-1883), l'argent (A) est lié aux marchandises (M) selon le processus suivant :

- ☐ a) $M \rightarrow A \rightarrow M$.
- ☐ b) $A \rightarrow B \rightarrow A$.

34. Le banquier suédois Johan PALMSTRUCH (1611-1671) a montré qu'il était possible :

- ☐ a) d'émettre de la « monnaie fourrée », c'est-à-dire constituée d'un métal quelconque mais plaquée d'or ou d'argent. La valeur nominale est alors différente de la valeur intrinsèque des pièces.
- ☐ b) d'émettre plus de billets que la quantité d'or en réserve ne pouvait le justifier.

35. La monnaie s'est progressivement dématérialisée. On est progressivement passé de :

- ☐ a) la monnaie métallique aux billets et de plus en plus à la monnaie scripturale.
- ☐ b) des pièces d'or, d'argent aux chèques et désormais aux cartes de crédit.

36. La monnaie fiduciaire (du latin *fiducia* : confiance) comprend de nos jours :

- ☐ a) les billets et les pièces. Ce sont des créances anonymes sur la Banque centrale.
- ☐ b) les billets. Ils constituent un actif pour la Banque centrale.

37. La monnaie scripturale (du latin *scribere* : écrire) correspond :

- ☐ a) aux dépôts à vue auprès des banques. Ce sont des créances sur le système bancaire.
- ☐ b) aux chèques émis par les clients des banques.

38. La Banque centrale crée de la monnaie en :

- ☐ a) refinançant le Trésor Public, les banques de second rang ou en achetant des devises.
- ☐ b) produisant plus de monnaie fiduciaire, en vendant ses réserves de change.

39. Les banques de second rang créent de la monnaie scripturale en :

- ☐ a) accordant des prêts aux ménages et aux entreprises, en refinançant le Trésor Public, en achetant des devises.
- ☐ b) en plaçant l'épargne des ménages dans des OPCVM (notamment des SICAV).

40. La création de monnaie scripturale par le système bancaire est limitée par le % réserves obligatoires (r) et le % de transformation des dépôts en billets (b). On peut mettre en évidence un **multiplicateur de crédits ($k = \frac{\Delta M}{\Delta B} = \frac{1}{(b+r-br)}$), c'est-à-dire le lien entre la variation de la masse monétaire (ΔM) et la variation de base monétaire (ΔB).**

Par exemple, si $r = 0,25$ et $b = 0,2$, alors le système bancaire peut créer, à partir du jeu du multiplicateur :

- ☐ a) 1,5 fois le montant de la base monétaire.
- ☐ b) 2,5 fois le montant de la base monétaire.
- ☐ c) 3,5 fois le montant de la base monétaire.

41. Le diviseur de crédits met en relation la variation de la base monétaire (ΔB) et la variation de la masse monétaire (ΔM). Il s'agit d'une approche :

- ☐ a) monétariste.
- ☐ b) keynésienne.

42. Selon les monétaristes comme Milton FRIEDMAN (1912-2006), la masse monétaire :

- ☐ a) est fonction de l'offre de monnaie. Elle est contrôlée par la Banque centrale.
- ☐ b) dépend de la demande de monnaie par les agents (ménages, entreprises).

43. Le marché monétaire :

- ☐ a) est le marché du court terme (moins de 2 ans) où les banques, les compagnies d'assurance, les entreprises et les États (via les banques centrales et les Trésor publics) prêtent et empruntent des fonds en fonction de leurs besoins.
- ☐ b) permet aux entreprises, aux institutions financières ou aux États d'emprunter des capitaux sur le moyen ou long terme.

44. Selon les auteurs classiques et néoclassiques, la demande de monnaie par les agents répond à :

- ☐ a) un besoin de transactions. La monnaie facilite les échanges
- ☐ b) un objectif de spéculation. L'agent souhaite détenir de la monnaie pour faire des placements spéculatifs.

45. La vitesse de circulation de la monnaie (V) se définit comme :

- ☐ a) le taux d'accroissement annuel de la masse monétaire.
- ☐ b) le nombre de fois qu'une même unité de monnaie permet de régler des transactions pendant la période considérée.

46. Soient le volume des transactions (Q), le prix moyen de celles-ci (P), la masse monétaire en circulation (M) et la vitesse de circulation de la monnaie (V), on peut alors écrire l'équation monétaire suivante :

- ☐ a) $M.P = V.Q$.
- ☐ b) $M.V = P.Q$.
- ☐ c) $M.Q = P.V$.

47. Les agrégats monétaires M_1 , M_2 , M_3 permettent de mesurer la masse monétaire en fonction du degré de liquidité. Ainsi :

- ☐ a) M_1 = Billets + Dépôts à vue ; M_2 = M_1 + Dépôts à terme (< 2 ans) et dépôts remboursables avec préavis ; M_3 = M_2 + titres d'OPCVM monétaires, pensions, titres de créances (durée < 2 ans).
- ☐ b) M_1 = monnaie divisionnaire ; M_2 = M_1 + monnaie fiduciaire + dépôts à très court terme (durée < 3 mois) ; M_3 = M_2 + Dépôts à court terme (durée < 2 ans).

48. On dit qu'un agent économique (ménage, État, entreprise) peut s'autofinancer si :

- ☐ a) S (épargne) = I (investissement).
- ☐ b) S (épargne) + prêts de la BPI (Banque Publique d'investissement) = I (Investissement).

49. Les ménages français dégagent en général :

- ☐ a) un besoin de financement car leur épargne (S) est inférieure à leur Investissements (achats immobiliers)
- ☐ b) une capacité de financement ($S > I$).

50. L'État français présente (depuis une quarantaine d'années) :

- ☐ a) un besoin de financement.
- ☐ b) une capacité de financement.

51. On oppose souvent le financement intermédié au financement désintermédié. Le financement intermédié se fait grâce :

- ☐ a) aux banques de second rang.
- ☐ b) à la Banque centrale.

52. John HICKS (1904-1989) a mis en évidence en 1974 la distinction entre :

- ☐ a) l'économie réelle et l'économie financière.
- ☐ b) l'économie d'endettement et l'économie de fonds propres.

53. De la crise de 1929 aux années 1980, les marchés financiers ont joué un rôle :

- ☐ a) majeur dans le financement de la croissance.
- ☐ b) moindre face aux banques de second rang (contrôlées parfois par l'État).

54. On assiste, depuis les années 1980 :

- ☐ a) à un rôle accru des marchés financiers.
- ☐ b) au développement du crédit.

55. Le financement intermédié permet de :

- ☐ a) créer une relation durable entre les entreprises et les banques. Cela favorise les investissements de long terme.
- ☐ b) diviser le risque pour les prêteurs.

56. Le financement désintermédié permet :

- ☐ a) de répondre plus facilement aux besoins de financement des entreprises grâce à une plus grande mobilité internationale des capitaux.
- ☐ b) d'éviter les conséquences des faillites bancaires.

57. Les SICAV (Stés d'Investissement à Capital Variable), les FCP (Fonds Communs de Placement) sont des participations dans des OPCVM, généralement proposés aux épargnants par les banques pour :

- ☐ a) répondre aux besoins de financement des entreprises, de l'État.
- ☐ b) faire ensuite des prêts aux ménages et aux entreprises.

58. Les OAT (Obligations Assimilables au Trésor), les Bons du Trésor (BT) émis par l'Agence France Trésor (AFT) sont négociés sur les marchés financiers.

- ☐ a) Les OAT et BT permettent de couvrir le déficit budgétaire de l'État.
- ☐ b) Grâce aux OAT et BT, l'AFT peut aider les entreprises en participant à leur capital.

59. La titrisation présente l'avantage de transformer :

- ☐ a) des créances en titres financiers émis sur le marché des capitaux. Le « cédant » transfère alors le risque à l'investisseur.
- ☐ b) un contrat au comptant en un contrat à terme de « gré à gré » (*forward*).

60. Les inconvénients de la titrisation sont :

- ☐ a) la hausse des taux d'intérêt et le frein aux crédits.
- ☐ b) l'aléa moral (moindre vigilance des banques) et le risque systémique.

61. Au XVI^e et XVII^e siècle, les mercantilistes comme Jean BODIN, Jean-Baptiste COLBERT, Antoine de MONTCHRETIEN considèrent que le commerce enrichit le pays mais doit être contrôlé par l'État. On distingue le mercantilisme :

- ☐ a) « bullioniste » (Espagne), « commercial » (Angleterre) et « industriel » (France).
- ☐ b) « commercial » (Espagne), « industriel » (France) et « bullioniste » (Angleterre).

62. Au XVIII^e siècle, le Docteur François QUESNAY (1694-1774) représente un nouveau courant de pensée : la physiocratie (du grec *physis*, la nature et *kratos*, gouverner). Les principes essentiels sont :

- ☐ a) la richesse provient de l'agriculture – la richesse circule entre les classes comme le sang irrigue le corps humain.
- ☐ b) la richesse s'accroît grâce à la rente que versent les paysans à la classe des propriétaires – ceux-ci augmentent encore la richesse nationale grâce à leurs dépenses en produits artisanaux.

63. Au XIX^e siècle, « L'école classique » regroupe les auteurs suivants :

- ☐ a) Adam SMITH, Frédéric BASTIAT, Jean-Baptiste SAY, Thomas Robert MALTHUS, John STUART MILL, David RICARDO.
- ☐ b) Adam SMITH, Jean-Baptiste SAY, Léon WALRAS, Alfred MARSHALL, Jules DUPUIT, David RICARDO, William Stanley JEVONS.

64. Les principes essentiels des économistes classiques sont :

- ☐ a) « la main invisible » – un État minimal – l'existence de lois naturelles.
- ☐ b) « la main invisible » – la loi de valeur utilité – un État limité aux fonctions régaliennes.

65. Dans *Essai sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, 1776, Adam SMITH (1723-1790) développe les principes de :

- ☐ a) la division du travail, de la loi des avantages comparatifs, de la main invisible.
- ☐ b) la loi des avantages absolus, de la main invisible, de la division du travail.

66. Selon la « loi de la valeur travail », développée par David RICARDO (1772-1823) dans l'ouvrage *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, la valeur d'un bien reproductible est déterminée par :

- ☐ a) le jeu de l'offre et de la demande.
- ☐ b) la quantité de travail (direct ou indirect), nécessaire à sa production.

67. La « loi des rendements décroissants » énoncée par David RICARDO montre que :

- ☐ a) chaque nouvelle terre mise en culture pour faire face aux besoins d'une population croissante est moins fertile que les terres précédemment cultivées. Cela augmente la rente des propriétaires qui possèdent les terres les plus fertiles.

- ☐ b) chaque nouvelle terre mise en culture pour faire face aux besoins d'une population croissante apportera un surplus équivalent de produits agricoles.

68. Thomas Robert MALTHUS (1766-1834) a exposé dans l'ouvrage *Essai sur le principe de population*, 1798, l'idée que sans contrainte morale :

- ☐ a) la population croît selon une suite géométrique alors que les subsistances augmentent selon une suite arithmétique.
- ☐ b) la population augmente rapidement. Les besoins supplémentaires de subsistances stimulent les progrès dans l'agriculture.

69. Dans *Traité d'économie politique*, 1803, Jean-Baptiste SAY (1767-1832) considère que :

- ☐ a) « c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits... l'achat d'un produit ne peut être fait qu'avec la valeur d'un autre ». La monnaie n'est alors qu'un instrument d'échange et il ne peut y avoir de crise générale de surproduction.
- ☐ b) que l'offre crée de la demande mais des crises générales sont possibles si l'épargne des ménages freine la consommation (c'est une « fuite » dans la circulation du revenu).

70. L'idée d'un état stationnaire de l'économie a été développée par :

- ☐ a) Karl MARX : la baisse tendancielle du taux de profit serait responsable, à terme, d'une croissance nulle.
- ☐ b) David RICARDO : l'augmentation population nécessitant plus de subsistances avec des rendements de la terre décroissants, Il arrive un moment où la terre ne rapportera plus suffisamment pour faire face au développement démographique. On atteint alors ce qu'il appelle « l'état stationnaire ».

71. Karl MARX (1818-1883) a voulu montrer l'exploitation de la force de travail par les capitalistes. En notant (π) le taux de profit, (Pl) la plus value extraite du « surtravail », (c) le capital constant (machines...), (v) le capital variable (force de travail), on peut alors établir que :

- ☐ a) $\pi = \frac{Pl}{c+v} = \frac{\frac{Pl}{v}}{\frac{c}{v}+1}$
- ☐ b) $\pi = \frac{Pl}{c+v} = \frac{\frac{Pl}{c}}{\frac{c}{c+v}} = \frac{\frac{Pl}{v}}{\frac{v}{c+1}}$

72. Les investissements réalisés par les entreprises se traduisent par une accumulation du capital constant (c) sans que la plus value (PI) puisse augmenter. En utilisant la question précédente (72), on peut en déduire que :

- ☐ a) la crise du capitalisme est inévitable car π ne peut que diminuer.
- ☐ b) seule une augmentation du capital variable (v) peut permettre d'éviter la baisse de π .

73. Entre les années 1870 et la crise des années 1930, le courant des « économistes néoclassiques » regroupe notamment :

- ☐ a) Léon WALRAS, Carl Menger, Stanley JEVONS, Vilfredo PARETO, Alfred MARSHALL, Cecil PIGOU, Knut WICKSELL, Eugen BÖHM-BAWERK.
- ☐ b) Léon WALRAS, Nicholas KALDOR, Ronald COASE, Oliver WILLIAMSON, Thorstein VEBLEN.

74. La notion de « valeur d'utilité » développée par les économistes néoclassiques signifie que la valeur d'un bien dépend :

- ☐ a) de l'utilité de chaque unité de travail incorporée dans le processus de production.
- ☐ b) de la satisfaction (utilité) qu'il procure.

75. Dans l'ouvrage *Éléments d'économie politique pure*, 1874, Léon WALRAS énonce que l'équilibre général (offre = demande) est atteint sur n marchés en concurrence pure et parfaite si l'équilibre existe sur :

- ☐ a) $(n-1)$ marchés. L'équilibre est stable grâce à la flexibilité du prix.
- ☐ b) $(n-1)$ marchés. L'ajustement se fait par les quantités.

76. Alfred MARSHALL (1842-1924), un des pères fondateurs de l'école néoclassique, envisage, dans *Principes d'économie politique*, 1890, l'idée d'équilibres partiels. Sur le marché des biens :

- ☐ a) l'équilibre est réalisé grâce à l'intervention d'un commissaire-priseur.
- ☐ b) le prix d'un bien dépend du coût des facteurs de production et de la valeur que le consommateur est prêt à lui accorder.

77. Cecil PIGOU (1877-1959) montre dans l'ouvrage *Économie du bien-être*, 1920 :

- ☐ a) l'existence de défaillances du marché (*market failures*), dues à des externalités.
- ☐ b) que l'équilibre des marchés dépend de l'élasticité de la demande, *ceteris paribus*.

78. Dans *La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, John Maynard KEYNES (1883-1946) réfute les grands principes énoncés par les classiques et néoclassiques. Il considère en effet que :

- ☐ a) l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire – le déséquilibre sur le marché du travail dépend du déséquilibre sur le marché des biens – à long terme, l'insuffisance de demande effective s'explique par un arbitrage des individus en faveur du non-travail.
- ☐ b) la monnaie n'est pas neutre – l'analyse macroéconomique en terme de circuit doit être privilégiée – les individus ont une préférence pour la liquidité – l'emploi dépend de la demande effective – l'intervention de l'État peut permettre de résoudre le sous-emploi.

79. KEYNES fait l'hypothèse d'un univers d'incertitude radicale. Les agents ne disposent pas de toute l'information. Ainsi, les anticipations se forment de façon :

- ☐ a) endogène : c'est-à-dire en fonction du passé.
- ☐ b) exogène : c'est l'instinct grégaire qui domine.

80. Dans l'analyse keynésienne :

- ☐ a) l'épargne (S) est une « fuite du circuit » économique. La propension marginale à épargner (s) réduit l'effet multiplicateur de l'investissement :
$$k = \frac{\Delta Y}{\Delta I} = \frac{1}{1-c} = \frac{1}{s}$$
- ☐ b) l'épargne (S) est un préalable à tout investissement (I), nécessaire à la croissance.

81. Pour résoudre la crise déflationniste des années 1930, KEYNES considérerait qu'il convenait :

- ☐ a) de mener une politique budgétaire active (augmentation des dépenses publiques) et réduire les taux d'intérêt pour sortir de la déflation.
- ☐ b) d'accepter un déficit budgétaire pour stimuler l'économie réelle mais conserver une politique monétaire orthodoxe.

82. Des synthèses entre modèle néoclassique et keynésien sont réalisées après guerre par :

- ☐ a) John HICKS (modèle IS-LM), Paul SAMUELSON, Robert SOLOW et LIPSEY (prolongement de la courbe de William PHILLIPS), Edmond MALIVAUD (théorie du déséquilibre).
- ☐ b) Gary Becker (théorie de l'investissement dans le capital humain), Nicholas KALDOR (« carré magique »), GILDER (théorie de la fiscalité).

83. Le concept « d'anticipations adaptatives », développé par Phillip CAGAN puis par Milton FRIEDMAN signifie que :

- ☐ a) l'évolution anticipée d'une variable par les agents prend en compte les anticipations réalisées par le passé et les erreurs commises sur ces anticipations.
- ☐ b) les individus anticipent l'évolution d'une variable en ne tenant pas compte de l'histoire de la variable.

84. Dans les années 1980, la « théorie de l'Offre » développe le principe selon lequel :

- ☐ a) « trop d'impôts tue l'impôt ».
- ☐ b) les « anticipations adaptatives » nuisent à l'efficacité d'une politique monétaire active.

85. Friedrich von HAYEK (1899-1992), fondateur de la Sté du Mont Pèlerin (groupe d'intellectuels libéraux) a fait une critique virulente de l'analyse keynésienne. Il considère notamment :

- ☐ a) que l'État ne doit pas mener des politiques de relance, qu'il faut privatiser les monnaies, qu'il existe un ordre économique spontané.
- ☐ b) qu'une politique monétaire discrétionnaire s'impose pour éviter l'inflation, que l'action de l'État doit se limiter aux fonctions régaliennes et l'émission de la monnaie.

86. Depuis les années 1970, « l'école de la régulation » (Robert BOYER, Michel AGLIETTA, Hervé LORENZI, Olivier PASTRE, Benjamin CORIAT), présente des analyses fondées sur les modèles qui s'inspirent des théories :

- ☐ a) keynésienne et néoclassique.
- ☐ b) marxiste et keynésienne.
- ☐ c) marxiste et néoclassique.

87. John MUTH (1930-2005) a développé la notion « d'anticipations rationnelles » c'est-à-dire :

- ☐ a) des anticipations forgées grâce au traitement rationnel de toute l'information disponible. Le risque d'erreur entre la grandeur anticipée et la grandeur qui se réalisera est représenté par une variable aléatoire dont l'espérance mathématique est nulle.
- ☐ b) des anticipations qui se déterminent à partir des anticipations exogènes et endogènes.

88. « La critique de Robert LUCAS » (1972) :

- ☐ a) montre que les politiques keynésiennes ont peu d'efficacité car les agents modifient leurs comportements en fonction des informations obtenues et n'agissent pas conformément aux prévisions.
- ☐ b) s'adresse à la NEC (Nouvelle École Classique). Robert LUCAS considère que les agents sont soumis à une illusion monétaire permanente.

89. La NEK (Nouvelle École Keynésienne) met en évidence une rigidité de salaires qui peut s'expliquer par :

- ☐ a) une asymétrie d'information qui perturbe le processus d'ajustement du marché du travail.
- ☐ b) des offreurs de travail qui ne modifient pas leurs comportements malgré des variations de prix.

90. La distinction « insiders/outsiders (LINDBECK et SNOWER) met en évidence :

- ☐ a) la rigidité du salaire comme résultat de comportements rationnels des entreprises.
- ☐ b) les effets de la baisse de la durée du travail sur le chômage.

Évaluation du chapitre 1

1^{re} étape : Quel est votre niveau général de connaissances ?

Comptez 1 point pour chaque bonne réponse. Si le total des points est :

- inférieur à 45 points, vos connaissances sont superficielles
- entre 45 et 75 points, il faudra combler certaines lacunes
- Au-delà de 75 points, vous êtes prêt !

Total général des points :/ 90

2^e étape : Quel est votre profil ?

Comptez les signes qui correspondent à vos bonnes réponses et dégagez vos points forts, vos lacunes.

- Définitions :/ 36
- ★ Théories, mécanismes :/ 44
- ◎ Faits historiques, statistiques :/ 10

Total :/ 90

MODULE 1. Les fondements de l'économie et de la sociologie

Type de questions	Réponses	Points	Type de questions	Réponses	Points	Type de questions	Réponses	Points
■	1. b		■	31.b		★	61. a	
■	2. b		★	32. a		★	62. a	
■	3. b		★	33. b		★	63. a	
■	4. a		★	34. b		★	64. a	
⊙	5. a		⊙	35. a		★	65. b	
■	6. a		■	36. a		★	66. b	
■	7. b		■	37. a		★	67. a	
⊙	8. b		★	38. a		★	68. a	
■	9. b		★	39. a		★	69. a	
■	10.a		★	40. b		★	70. b	
■	11. b		■	41. b		■	71. a	
■	12. a		■	42. a		★	72. a	
⊙	13. a		■	43. a		★	73. a	
■	14. a		★	44. a		■	74. b	
★	15. a		■	45. b		★	75. a	
■	16. a		★	46. b		★	76. b	
■	17. b		■	47. a		★	77. a	
★	18. a		■	48. a		★	78. b	
■	19. b		⊙	49. b		★	79. b	
■	20. a		⊙	50. a		★	80. a	
★	21. b		■	51. a		★	81. a	
★	22. a		★	52. b		★	82. a	
■	23. b		⊙	53. b		■	83. a	
■	24. a		⊙	54. a		★	84. a	
⊙	25. b		★	55. a		★	85. a	
■	26. a		★	56. a		★	86. b	
⊙	27. b		■	57. a		■	87. a	
★	28. a		■	58. a		★	88. a	
★	29. a		■	59. a		★	89. a	
■	30. a		★	60. b		★	90. a	

Correction du chapitre 1



1. b) Un Ménage est, au sens de la comptabilité nationale, un ensemble de personnes qui vivent sous un même toit. La fonction principale d'un ménage est de consommer.
2. b) Les Entreprises sont définies comme des organisations qui combinent les facteurs travail et capital et dont la fonction principale est la production de biens et services marchands.
3. b) Les principaux types de statut juridique des entreprises sont : les Entreprises individuelles ; les EURL ; les SARL ; les Stés en Nom collectif ; les SAS ; les SA.
4. a) On distingue les entreprises selon les effectifs et le chiffre d'affaires : les Microentreprises (effectifs < 10 salariés, CA < 2 millions d'€), les PME (10 < effectifs < 250, CA < 50 Millions d'€), les Entreprises de Taille Intermédiaires, ETI (250 < effectifs < 5 000, CA < 1,5 Mds d'€) et les Grandes Entreprises (effectifs > 5 000, CA > 1,5 Mds d'€).
5. a) La répartition des entreprises est la suivante : les Micro et PME représentent plus de 95 % du nombre total des entreprises.
6. a) Les banques commerciales collectent des dépôts et accordent des crédits. Elles ont ainsi le pouvoir de créer de la monnaie scripturale : « les crédits font les dépôts ».
7. b) Les Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières (OPCVM) sont des institutions financières qui placent l'épargne publique en actions, obligations.
8. b) Le taux d'épargne des ménages défini par l'INSEE comme le rapport entre l'épargne et le Revenu disponible Brut est environ égal à 15 %.
9. b) Dans *Théorie des finances publiques* (1959), Richard MUSGRAVE a défini les trois grandes fonctions de l'État : L'allocation des ressources, la redistribution, la stabilisation de la conjoncture.
10. a) Le secteur des administrations publiques (APU) comprend les administrations publiques centrales, locales et de sécurité sociale.
11. b) La valeur ajoutée se définit comme la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires.
12. a) Les consommations intermédiaires se définissent comme la valeur des biens et services transformés ou détruits dans le processus de production.

13. a) La valeur ajoutée se partage entre les salaires (58 %), les impôts sur la production (5 %), l'EBE (33 %), les revenus mixtes (6 %), subventions (- 2).
14. a) Le PIB correspond à la somme des valeurs ajoutées brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché.
15. a) Le PIB est un indicateur imparfait de la richesse créée d'un pays car on ne déduit pas les effets des externalités négatives, les activités informelles.
16. a) La Consommation effective des ménages inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part.
17. b) Les services non marchands sont fournis gratuitement ou à des prix qui ne sont pas économiquement significatifs. Il s'agit par exemple de l'éducation, de la santé, de l'action sociale et de l'administration.
18. a) L'économiste et statisticien allemand Ernst Engel (1821-1896) a montré qu'une augmentation des revenus impliquait une baisse de la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages et une diversification des consommations.
19. b) L'épargne (S) des ménages est égale à leur revenu disponible diminué des dépenses de consommation.
20. a) L'investissement (I) se définit comme une acquisition d'actifs fixes corporels ou incorporels utilisés dans le processus de production de façon répétée ou continue pendant au moins un an.
21. b) Les importations (M) constituent une fuite de revenus du circuit économique mais une augmentation des disponibilités en biens et services.
22. a) Les exportations (X) correspondent à une injection de revenus dans le circuit économique mais une diminution des disponibilités en biens et services.
23. b) La répartition primaire des revenus désigne le partage des revenus en fonction de la participation des ménages au processus de production.
24. a) La répartition secondaire des revenus consiste à prélever des taxes sur les revenus issus de la répartition primaire afin de financer des revenus qui ne sont pas liés à l'activité et mais des besoins.
25. b) La part des revenus de transferts dans le revenu disponible des ménages est environ égale à 33 %.
26. a) L'équilibre Emplois-Ressources se définit ainsi : $PIB (Y) + Importations (M) = Consommation (C) + Investissement (I) + Exportations (X) + \Delta$ de stocks.
27. b) Les comptes de la Nation présentés par l'INSEE montrent qu'en 2015 que : $X = 654$ Mds d'€ ; $M = 685$ Mds d'€ ; $C = 1\,723$ Mds d'€ ; $I = 469$ Mds

d'€ ; Δ de stocks = 19 Mds d'€. On peut alors en déduire que le PIB (2015) était environ égal à 2180 Mds d'€.

28. a) Le solde commercial montre la différence entre les exportations et importations de marchandises. Un déficit commercial traduit une mauvaise compétitivité prix ou/et hors prix des produits nationaux. Cela peut être le résultat aussi d'une croissance nationale plus forte que celles des partenaires économiques (cela expliquerait alors une augmentation des importations).
29. a) Le solde de la balance des services (tourisme, finance, transports...) montre la spécialisation de l'économie (tertiarisation) et le degré de compétitivité.
30. a) Le Solde des Transactions courantes (STC) est égal à la capacité (ou besoin) de financement de la Nation car $Y + M = C + I + X \Rightarrow (S - I) = (X - M)$.
31. b) Depuis Aristote, on considère que la monnaie a trois fonctions économiques principales : elle est un instrument d'échanges, c'est une unité de compte et sert de réserve de valeur.
32. a) Dans *La violence de la monnaie*, 1982, Michel AGLIETTA et André ORLEAN ont montré que la monnaie est un moyen de pacifier les rapports marchands, de sortir de la violence réciproque c'est-à-dire du fait que le désir de l'individu pour un bien est « le reflet du désir d'un autre pour le même bien ».
33. b) Selon Karl MARX (1818-1883), l'argent (A) est lié aux marchandises (M) selon le processus suivant : $A \rightarrow M \rightarrow A$. Cela signifie que l'argent permet d'obtenir encore plus d'argent.
34. b) Le banquier suédois Johan PALMSTRUCH (1611-1671) a montré qu'il était possible d'émettre plus de billets que la quantité d'or en réserve ne pouvait le justifier. La question du volume possible d'émission a conduit au débat entre la « currency school » et la « banking school ».
35. a) La monnaie s'est progressivement dématérialisée. On est progressivement passé de la monnaie métallique aux billets et de plus en plus à la monnaie scripturale.
36. a) La monnaie fiduciaire (du latin *fiducia* : confiance) comprend les billets et les pièces (monnaie divisionnaire). Ce sont des créances anonymes sur la Banque centrale.
37. a) La monnaie scripturale (du latin *scribere* : écrire) correspond aux dépôts à vue auprès des banques. Ce sont des créances sur le système bancaire.
38. a) La Banque centrale crée de la monnaie en refinançant le Trésor Public (mécanisme de la « planche à billets »), en refinançant les banques de second rang ou en achetant des devises.

39. a) Les banques de second rang créent de la monnaie scripturale en accordant des prêts aux ménages et aux entreprises, en refinançant le Trésor Public, en achetant des devises.
40. b) La création de monnaie scripturale par le système bancaire est limitée par le % réserves obligatoires (r) et le % de transformation des dépôts en billets (b). On peut mettre en évidence un multiplicateur de crédits ($k = \frac{\Delta M}{\Delta B} = \frac{1}{(b+r-br)}$), c'est-à-dire le lien entre la variation de la masse monétaire (ΔM) et la variation de base monétaire (ΔB). Ainsi, lorsque $r = 0,25$ et $b = 0,2$, alors le système bancaire peut créer, à partir du jeu du multiplicateur 2,5 fois le montant de la base monétaire.
41. b) Le diviseur de crédits met en relation la variation de la base monétaire (ΔB) et la variation de la masse monétaire (ΔM). Il s'agit d'une approche keynésienne.
42. a) Selon les monétaristes comme Milton FRIEDMAN (1912-2006), la masse monétaire est fonction de l'offre de monnaie. Celle-ci est contrôlée par la Banque centrale.
43. a) Le marché monétaire est le marché du court terme (moins de 2 ans) où les banques, les compagnies d'assurance, les entreprises et les États (via les banques centrales et les Trésors publics) prêtent et empruntent des fonds en fonction de leurs besoins.
44. a) Selon les auteurs classiques et néoclassiques, la demande de monnaie par les agents répond à un besoin de transactions. La monnaie facilite les échanges.
45. b) La vitesse de circulation de la monnaie (V) se définit comme le nombre de fois qu'une même unité de monnaie permet de régler des transactions pendant la période considérée.
46. b) Soient le volume des transactions (Q), le prix moyen de celles-ci (P), la masse monétaire en circulation (M) et la vitesse de circulation de la monnaie (V), on peut alors écrire l'équation monétaire suivante $M.V = P.Q$.
47. a) Les agrégats monétaires M_1 , M_2 , M_3 permettent de mesurer la masse monétaire en fonction du degré de liquidité. Ainsi : M_1 = Billets + Dépôts à vue ; M_2 = M_1 + Dépôts à terme (< 2 ans) et dépôts remboursables avec préavis ; M_3 = M_2 + titres d'OPCVM monétaires, pensions, titres de créances (durée < 2 ans).
48. a) On dit qu'un agent économique (ménage, État, entreprise) peut s'autofinancer si l'épargne (S) est égale à l'investissement (I).
49. b) Les ménages français dégagent en général une capacité de financement ($S > I$).
50. a) L'État français présente (depuis une quarantaine d'années) un besoin de financement : les recettes fiscales ne couvrent pas les dépenses publiques.

51. a) On oppose souvent le financement intermédié au financement désintermédié. Le financement intermédié se fait grâce aux banques de second rang.
52. b) John HICKS (1904-1989) a mis en évidence en 1974 la distinction entre l'économie d'endettement (financement intermédié) et l'économie de fonds propres (financement par les marchés des capitaux).
53. b) De la crise de 1929 aux années 1980, les marchés financiers ont joué un rôle moindre face aux banques de second rang (contrôlées parfois par l'État).
54. a) On assiste, depuis les années 1980, à un rôle accru des marchés financiers.
55. a) Le financement intermédié permet de créer une relation durable entre les entreprises et les banques. Cela favorise les investissements de long terme.
56. a) Le financement désintermédié permet de répondre plus facilement aux besoins de financement des entreprises grâce à une plus grande mobilité internationale des capitaux.
57. a) Les SICAV (Stés d'Investissement à Capital Variable), les FCP (Fonds Communs de Placement) sont des participations dans des OPCVM, généralement proposés aux épargnants par les banques pour répondre aux besoins de financement des entreprises, de l'État.
58. a) Les OAT (Obligations Assimilables au Trésor), les Bons du Trésor (BT) émis par l'Agence France Trésor (AFT) sont négociés sur les marchés financiers. Les OAT et BT permettent de couvrir le déficit budgétaire de l'État.
59. a) La titrisation présente l'avantage transformer des créances en titres financiers émis sur le marché des capitaux. Le « cédant » transfère alors le risque à l'investisseur.
60. b) Les inconvénients de la titrisation sont l'aléa moral (moindre vigilance des banques) et le risque systémique. En effet, des investisseurs du monde entier achètent ces titres, le risque est diffusé sur toutes les places financières (cf. crise des « subprimes » en 2008).
61. a) Au XVI^e et XVII^e siècle, les mercantilistes comme Jean BODIN, Jean-Baptiste COLBERT, Antoine de MONTCHRETIEN considèrent que le commerce enrichit le pays mais doit être contrôlé par l'État. On distingue le mercantilisme « bullioniste » (Espagne), « commercial » (Angleterre) et « industriel » (France).
62. a) Au XVIII^e siècle, le Docteur François QUESNAY (1694-1774) représente un nouveau courant de pensée : la physiocratie (du grec *physis*, la nature et *kratos*, gouverner). Les principes essentiels sont : la richesse provient de l'agriculture – la richesse circule entre les classes comme le sang irrigue le corps humain.

63. a) Au XIX^e siècle, « L'école classique » regroupe les auteurs suivants : Adam SMITH, Frédéric BASTIAT, Jean-Baptiste SAY, Thomas Robert MALTHUS, John STUART MILL, David RICARDO.
64. a) Les principes essentiels des économistes classiques sont : « la main invisible » – un État minimal – l'existence de lois naturelles.
65. b) Dans *Essai sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, 1776, Adam SMITH (1723-1790) développe les principes de la loi des avantages absolus, de la main invisible, de la division du travail.
66. b) Selon la « loi de la valeur travail », développée par David RICARDO (1772-1823) dans l'ouvrage *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, la valeur d'un bien reproductible est déterminée par la quantité de travail (direct ou indirect), nécessaire à sa production
67. a) La « loi des rendements décroissants » énoncée par David RICARDO montre que chaque nouvelle terre mise en culture pour faire face aux besoins d'une population croissante est moins fertile que les terres précédemment cultivées. Cela augmente la rente des propriétaires qui possèdent les terres les plus fertiles.
68. a) Thomas Robert MALTHUS (1766-1834) a exposé dans l'ouvrage *Essai sur le principe de population*, 1798, l'idée que sans contrainte morale la population croît selon une suite géométrique alors que les subsistances augmentent selon une suite arithmétique.
69. a) Dans *Traité d'économie politique*, 1803, Jean-Baptiste SAY (1767-1832) considère que « c'est la production qui ouvre des débouchés aux produits... l'achat d'un produit ne peut être fait qu'avec la valeur d'un autre ». La monnaie n'est alors qu'un instrument d'échanges et il ne peut y avoir de crise générale de surproduction.
70. b) L'idée d'un état stationnaire de l'économie a été développée par David RICARDO : l'augmentation population nécessitant plus de subsistances avec des rendements de la terre décroissants, Il arrive un moment où la terre ne rapportera plus suffisamment pour faire face au développement démographique. On atteint alors ce qu'il appelle « l'état stationnaire ».
71. a. Karl MARX (1818-1883) a voulu montrer l'exploitation de la force de travail par les capitalistes. En notant (π) le taux de profit, (Pl) la plus value extraite du « surtravail », (c) le capital constant (machines...), (v) le capital variable (force de travail), on peut alors établir que :

$$\pi = \frac{Pl}{c+v} = \frac{\frac{Pl}{v}}{\frac{c}{v}+1} = \frac{\frac{Pl}{v}}{\frac{c}{v}+1}.$$

72. a) Les investissements réalisés par les entreprises se traduisent par une accumulation du capital constant (c) sans que la plus value (Pl) puisse augmenter. En utilisant la question précédente (71), on peut en déduire que la crise du capitalisme est inévitable car π ne peut que diminuer.